



REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 30 JUILLET 2020

Délibération n° 2020-127- DC

Date d'affichage : Le 5 août 2020	Le trente juillet deux mille vingt à 17 heures 00, les conseillers de la Communauté d'Agglomération se sont réunis au Parc expo du Breil - avenue du Breil - 49400 Saumur, sur convocation faite par Monsieur Jackie GOULET, Président, le vingt quatre juillet deux mille vingt.
Effectif statutaire : 81 Membres en exercice : 81 Quorum : 41 Présents : 66 Excusé(s) : 13 Dont représenté(s) : 12 Absent(s) : 2 Nombre de votants : 78	Présents : (66) Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Michel PATTEE, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Sophie METAYER, Christian RUAAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric MOUSSERION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Jean-Philippe RETIF, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Thierry MORISSET, Guillaume MARTIN, Jeannick CANTIN, Jacky MARCHAND, Alain BOURDIN, Isabelle ISABELLON, Benoît LEDOUX, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND, Ariette BOURDIER, Laurence CAILLAUD, Christophe CARDET, Bruno CHEPTOU, Michel DELPHIN, Marie-Luce DURAND, Stéphanie ELIE, Dominique GACHET, Colette GAGNEUX, Benoît LAMY, Géraldine LE COZ, Nathalie LIEBAULT, Teddy LOCHARD, Claudie MARCHAND, Marc-Antoine NERON, Nicole PEHU, Sylvie TAUGOURDEAU, Patricia VILLARME. Dont suppléé(s) remplacé(s) : Pierre-Yves DOUET par Didier POITVIN, Eric LEFIEVRE par Didier CHEVROLIER, Laurent NIVELLE par Brigitte SMITH, Jacqueline TARDIVEL par Manuel DA SILVA Excusés : (13) Anatole MICHEAUD, Thomas GUILMET, Pierre de BOUTRAY, Loïc BIDAULT, Bertrand CHANDOUINEAU, Gaëlle FAURE, Béatrice GUILLON, Didier HUCHEDE, Sylvain LEFEBVRE, Nathalie MORON, Noël NERON, Bruno PROD'HOMME, Nathalie SECOUÉ Dont excusés ayant donné pouvoir : (12) Anatole MICHEAUD à Michel PATTEE, Thomas GUILMET à Géraldine LE COZ, Pierre de BOUTRAY à Isabelle ISABELLON, Loïc BIDAULT à Sophie TUBIANA, Gaëlle FAURE à Jackie GOULET, Béatrice GUILLON à Astrid LELIEVRE, Didier HUCHEDE à Stéphanie ELIE, Sylvain LEFEBVRE à Frédéric MORTIER, Nathalie MORON à Michel DELPHIN, Noël NERON à Ariette BOURDIER, Bruno PROD'HOMME à Grégory PIERRE, Nathalie SECOUÉ à Colette GAGNEUX. Absents : (2) Emmanuel BRAULT, Bernard HENRY
Secrétaires de séance : <i>Madame Géraldine LE COZ, conseillère communautaire de la Ville de Saumur et Monsieur Jean-François MIGLIERINA, conseiller communautaire de la Commune de Villebernier</i>	

DÉLIBÉRATION PORTANT CRÉATION D'EMPLOIS DE COLLABORATEURS DE CABINET

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment les articles 34, 110 et 136,

Vu le décret n° 87-1004 du 16 décembre 1987 relatif aux collaborateurs de cabinet des autorités territoriales,

Conformément au décret du 16 décembre 1987, article 13-1, fixant le nombre et la qualité des collaborateurs pouvant être recrutés par une Communauté d'Agglomération et du fait de l'emploi de plus de 200 agents par la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, il est proposé de créer trois emplois de collaborateurs de cabinet, notamment pour l'accompagnement et l'assistance du Président et des élus dans l'exercice de leur mandat, se répartissant comme suit :

- un directeur de cabinet
- un chef de cabinet
- un chef de secrétariat du Président

Les fonctions de collaborateurs de cabinet prendront fin, au plus tard, en même temps que le mandat de l'autorité territoriale qui les a recrutés.

Le montant des crédits affectés à ces recrutements est déterminé de façon à ce que, d'une part, le traitement indiciaire ne puisse en aucun cas être supérieur à 90 % du traitement correspondant à l'indice terminal de l'emploi administratif fonctionnel de direction le plus élevé de la collectivité occupé par le fonctionnaire en activité ce jour (ou à l'indice terminal du grade administratif le plus élevé détenu par le fonctionnaire en activité dans la collectivité).

D'autre part, le montant des indemnités ne pourra en aucun cas être supérieur à 90 % du montant maximum du régime indemnitaire institué par l'assemblée délibérante de la collectivité et servi au titulaire de l'emploi fonctionnel (ou du grade administratif de référence mentionné ci-dessus).

Les crédits nécessaires à ces recrutements sont inscrits au budget principal 2020 – Chapitre 012.

Considérant que le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire est également Maire de la Ville de Saumur, il est prévu que les frais engendrés par la création des trois postes de collaborateurs de cabinet seront refacturés pour moitié à la Ville de Saumur.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la création, pour le cabinet du Président, de trois emplois de collaborateurs de cabinet, se répartissant comme suit :

- un directeur de cabinet
- un chef de cabinet
- un chef de secrétariat du Président

La délibération est adoptée. On note 37 voix Pour , 24 voix Contre, 13 Abstentions et 4 Non votants.

Résultat des votes : Pour = 37 ; Contre = 24 ; Abstentions = 13 ; Non votants= 4

Date de transmission en sous-préfecture :

Pour Extrait Conforme,
Le Président de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire
Maire de la Ville de Saumur

Date de réception en sous-préfecture :

Insertion au RAA du 3ème trimestre 2020



Matière de l'acte	4- Fonction publique	4.1 – Autres catégories de personnel
-------------------	----------------------	--------------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »